



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 19 juin 2022 N° 486 PRIX : 0,60 Euro

Pénurie et flambée des prix



Lors des manifestations de mars 2021, plusieurs magasins Auchan et Carrefour ont été pillés et saccagés à Dakar.

C'est l'explosion de colère qui hante Macky Sall et ses compères

Sommaire au verso

Sommaire

Éditorial : pénurie et flambée des prix. C'est l'explosion de colère qui hante Macky Sall et ses compères

Pages 3 à 5 : **Sénégal**

- ▶ Manifestations réprimées.
- ▶ Hôpitaux publics en piteux état. Macky Sall cherche des boucs émissaires

Pages 5-6 : **Mali**

- ▶ L'embargo renforce la dictature de Goïta tout en aggravant la pénurie et la hausse des prix

Pages 6 à 9 : **Côte d'Ivoire**

- ▶ Il faut des logements décents pour les travailleurs !
- ▶ Une grève pour réclamer une protection sociale et plus de sécurité au travail
- ▶ La santé des pauvres n'est pas la priorité des autorités
- ▶ L'État veut gagner plus sur le dos des cultivateurs !

Pages 9 : **Madagascar**

- ▶ L'église catholique mène une croisade contre l'interruption thérapeutique de grossesse

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 €

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet:

www.uatci.org

Éditorial

P.2

PÉNURIE ET FLAMBÉE DES PRIX : C'EST L'EXPLOSION DE COLÈRE QUI HANTE MACKY SALL ET SES COMPÈRES

Depuis l'éclatement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, le spectre de la pénurie de blé dont l'Ukraine est un grand exportateur, hante de nombreux dirigeants africains car elle pourrait déclencher une série d'émeutes de la faim et mettre en danger leur pouvoir.

La flambée des prix des denrées alimentaires frappait déjà les populations bien avant que cette guerre n'éclate ; lors de la crise du covid par exemple. Mais même en dehors des périodes de flambée des prix, le chômage et les bas salaires ne permettaient déjà plus depuis des années aux familles des classes populaires de se nourrir et de se loger décemment. Aujourd'hui, la situation est devenue catastrophique et empire de jour en jour. La moindre pénurie de carburant ou la moindre augmentation de son prix se traduit par une cascade de hausses de prix des produits de base. Tout augmente sauf les salaires !

C'est la crainte des explosions de colère qui a poussé Macky Sall, actuel président de l'Union Africaine, à négocier auprès de Poutine, au nom de ses collègues africains, pour trouver le moyen de libérer l'exportation du blé ukrainien par voie maritime. À son retour de Russie, il s'est dit « optimiste ». Son ministre des Finances et du Budget a déclaré qu'« Il n'y aura pas de pénurie de pain, encore mois d'augmentation du prix » au Sénégal, mais pour combien de temps ?

Quelques jours après, c'est la pénurie de carburant qui a provoqué une série de hausses, à commencer par le prix du transport urbain à Dakar. Les transporteurs se sont arrangés entre eux pour que le trajet d'un point à un autre soit décomposé en plusieurs tranches. Cela s'est traduit par le triplement du prix sur certains trajets !

Cette pénurie de carburant a aussi frappé durement des milliers de petits pêcheurs car sans ce combustible ils ne peuvent pas aller en mer. De plus, la raréfaction des poissons causée par le pillage des côtes sénégalaises par des bateaux de pêche appartenant à de grandes sociétés capitalistes, oblige les petits pêcheurs locaux à aller de plus en plus loin des côtes avec leurs pirogues.

Au Sénégal comme dans les autres pays, les dirigeants au pouvoir se cachent derrière la guerre en Ukraine pour masquer leurs propres responsabilités dans la situation dramatique que vivent les populations pauvres. La misère ne date pas d'aujourd'hui, c'est le résultat du pillage et de l'exploitation capitaliste sur une longue période. Toute l'économie des pays africains a été orientée pour satisfaire les besoins des grands trusts de la mine, de l'agro business, du bois, de la pêche, etc. Les paysans qui pratiquaient auparavant l'agriculture de subsistance pour satisfaire à leurs propres besoins alimentaires, ont été transformés en ouvriers agricoles dans les plantations de cacao, de café, de l'hévéa, de l'arachide, du coton, du palmier à huile et autres produits d'exportation. Avec leurs maigres revenus ils ne pouvaient plus faire vivre leurs familles. Des millions d'entre eux ont dû quitter leurs villages pour s'installer dans les villes. Mais la situation n'y est guère meilleure, c'est le chômage pour les uns et des salaires de misère pour les autres.

Les dirigeants africains ont profité de cette situation et se sont enrichi des miettes que leur a laissées l'impérialisme en échange de leur rôle de gardiens locaux

des intérêts de la grande bourgeoisie des puissances capitalistes. Et pendant que cette classe parasite locale des pays africains vit dans le luxe et l'opulence, l'écrasante majorité s'enfoncé dans la misère.

La guerre en Ukraine n'a fait qu'aggraver cette situation mais c'est le système capitaliste qui est la véritable cause. C'est ce système qui fait que d'un côté il y a une petite minorité qui possède tout et de l'autre, la grande majorité qui produit toutes les richesses et sans qui rien ne pourrait fonctionner mais qui ne bénéficie même pas du strict minimum pour vivre décemment.

C'est ce système profondément injuste qu'il faut changer pour que chacun puisse profiter des richesses produites, des moyens techniques et des connaissances dont dispose l'humanité dans son ensemble. Si elle prend conscience de la force dont elle dispose, la classe des travailleurs est la seule capable de transformer la société de fond en comble en expropriant la classe exploiteuse et en mettant l'ensemble des moyens de production au service des besoins de la grande majorité.

Sénégal

MANIFESTATIONS RÉPRIMÉES

Quelques semaines avant le premier tour des prochaines élections législatives prévu pour le 31 juillet prochain, le Conseil constitutionnel a invalidé la liste conduite par Ousmane Sonko, chef de file de l'opposition au Sénégal. Cela a déclenché une série de manifestations notamment à Dakar et à Ziguinchor (ville dont Ousmane Sonko est maire). Le 17 juin, les manifestants ont été brutalement réprimés

par les forces de l'ordre : deux morts à Ziguinchor, un à Dakar, de nombreux blessés, plusieurs militants de l'opposition arrêtés. Ousmane Sonko a appelé à une nouvelle grande manifestation, «avec ou sans autorisation» le 29 juin prochain.

Interrogé par la presse à propos de la non validation de la liste de Sonko, le président sénégalais Macky Sall s'est

contenté de déclarer que « *la loi c'est la loi et elle s'applique à tous* ». Il faut être sacrément hypocrite pour prétendre une chose pareille, surtout lorsqu'il s'agit d'un président qui se prépare à tripatouiller la constitution pour pouvoir effectuer un troisième mandat présidentiel !

Il a dit aussi qu'il n'a pas envie de revivre les grandes émeutes de mars 2021 qui avaient secoué le pays et qui s'étaient soldées par de nombreux morts et blessés à la suite de l'arrestation du dirigeant de l'opposition. Il veut faire croire que c'est l'opposition qui manipule la population pour qu'elle descende dans la rue. Mais c'est lui-même, par sa politique anti populaire, son incapacité à faire face à la montée du chômage et de la misère, la main mise de

son clan sur les richesses du pays, sa servilité devant les puissances d'argent, qui alimente le nombre de mécontents.



Arrestation de Guy Marius Sagna, leader du mouvement « Frapp-France Dégage » à Ziguinchor le 18 juin 2022, le lendemain de la manifestation au cours de laquelle la répression a fait deux morts, de nombreux blessés et 20 personnes embarquées au commissariat.

Sénégal

HÔPITAUX PUBLICS EN PITEUX ÉTAT MACKY SALL CHERCHE DES BOUCS ÉMISSAIRES

Le 26 mai dernier, suite à un incendie survenu à l'hôpital public de la ville Ti-vauouane, 11 bébés sont morts. Cela a provoqué une vague d'indignation dans tout le pays. Aussitôt, le président Macky Sall a décrété trois jours de deuil national et limogé son ministre de la Santé. Il a surtout cherché à détourner la colère des habitants sur le personnel hospitalier. Trois employés (une infirmière, une aide-infirmière et le DRH) ont été placés en garde à vue pour « mise en danger de la vie d'autrui ».

Cette accusation inventée hâtivement sans qu'aucune enquête sérieuse n'ait été menée, a déclenché la colère de l'ensemble du personnel de cet hôpital qui s'est mis en grève. Les trois employés ont été libérés provisoirement grâce à la solidarité de leurs collègues de travail.

La vérité dans cette affaire c'est que le gouvernement cherche des boucs émissaires alors que de nombreux témoignages font état de la vétusté de cet hôpital et des dangers qu'il fait courir aux patients et au personnel. Cet hôpital est loin d'être le seul dans cette situation. Un an plus tôt, en avril 2021, quatre nourrissons ont péri dans un incendie à l'hôpital de Linguère.

La plupart des hôpitaux publics sont dans un état lamentable. Les bâtiments sont vétustes, les labos mal équipés ; le peu de matériel qui existe est souvent en panne. Pour aggraver le tout, le personnel soignant n'est pas en nombre suffisant pour s'occuper correctement des patients. On frôle le drame presque quotidiennement et lorsqu'il survient, les autorités se dédouanent en mettant la responsabilité sur le personnel

qui aurait mal fait son travail. C'est ce qui est arrivé l'hôpital de Louga en avril 2022 quand une femme a perdu son bébé suite à une trop longue attente à la maternité. Des milliers de personnes ont manifesté pour réclamer justice. Aussitôt, le gouvernement a mis la responsabilité sur le personnel soignant. Six sages-femmes ont été poursuivies en justice, quatre d'entre elles ont été placées sous mandat de dépôt. Le personnel hospitalier a réagi immédiatement par une grève et refuse d'être traité comme des boucs émissaires.

La responsabilité de ces drames incombe à l'État. C'est à cause de la politique du gouvernement que les hôpitaux publics

sont dans cet état. Le président Macky Sall a reconnu récemment que le système de santé du pays est «obsolescent». Néanmoins il préfère mettre la responsabilité sur le dos du personnel hospitalier pour détourner la colère de la population.



Des policiers postés devant l'entrée de l'hôpital de Tivaouane après l'incendie qui a coûté la vie de 11 bébés, le 26 mai 2022.

Mali

L'EMBARGO RENFORCE LA DICTATURE DE GOÏTA TOUT EN AGGRAVANT LA PÉNURIE ET LA HAUSSE DES PRIX



Le 14 janvier 2022, Place de l'Indépendance à Bamako, grande manifestation de soutien au gouvernement de transition après l'annonce de l'embargo contre le Mali.

Cela fait bientôt six mois que la population malienne souffre de la fermeture des frontières avec les pays voisins membres de la Cédéao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Cet embargo est prétendument destiné à frapper la junte sans toucher à l'approvisionnement de marchandises utiles à la population, mais le ré-

sultat est totalement à l'opposé. C'est la population pauvre qui est la principale victime de la pénurie et de la flambée des prix dues à la fermeture des frontières alors que les dirigeants au pouvoir ne manquent de rien. Au contraire, ils se servent de cette situation de crise pour renforcer leur dictature tout en détournant la colère de la population vers les dirigeants de la Cédéao qui ont décidé cet embargo sous l'influence de l'impérialisme français.

Le colonel Assimi Goïta, actuel dirigeant de la junte, vient de déclarer qu'il restera au pouvoir jusqu'en mars 2024 et entre temps, il veut écrire une « nouvelle loi électorale ». Comme tout dictateur, il rêve peut-être de rester au pouvoir jusqu'à la fin de sa vie. Mais dans l'armée malienne d'autres prétendants attendent peut-être la bonne occasion pour sortir de l'ombre comme lui-même l'avait fait en août 2020

en renversant Ibrahim Boubacar Keïta affaibli par plusieurs semaines de contestation populaire.

Le Mali a connu 5 coups d'État depuis son indépendance et peut-être autant de constitutions que chaque nouvel arrivant arrange à sa convenance. Jusqu'ici, Goïta semble avoir le contrôle sur l'appareil mili-

taire mais pour combien de temps ? En tout cas, les travailleurs n'ont aucun intérêt à faire confiance à ceux qui, civils ou militaires, prétendent ou prétendront diriger le pays pour améliorer le sort de la grande majorité. Ils ne peuvent compter que sur leurs propres luttes pour améliorer leurs conditions d'existence.

Côte d'Ivoire

IL FAUT DES LOGEMENTS DÉCENTS POUR LES TRAVAILLEURS !



Le 16 juin 2022, après un effondrement de terrain à Attecoubé Mossikro (banlieue d'Abidjan), des pompiers fouillent le sol à la recherche des corps ensevelis.

La pluie diluvienne de la nuit du 15 au 16 juin dernier a occasionné un éboulement de terrain à Attecoubé Mossikro, dans la banlieue d'Abidjan. Des maisons ont été englouties par des éboulements alors que les habitants dormaient. Le bilan est lourd, six personnes dont deux enfants sont morts. Cet énième drame dû aux pluies diluviennes touche directement les travailleurs et les populations pauvres.

Les salaires sont très bas tandis que le coût de la vie ne cesse de grimper. Résultat, de plus en plus de travailleurs habitent des quartiers précaires, souvent à risque. Dans

ces quartiers, lorsque la saison des pluies arrive, on dort la peur au ventre car on a à l'esprit tous les drames passés liés aux pluies diluviennes.

Le Premier Ministre s'est rendu sur les lieux pour verser quelques larmes de crocodiles et transmettre les condoléances de son gouvernement aux familles éplorées. Il n'a même pas attendu que les larmes des familles éplorées sèchent pour annoncer la continuation des déguerpissements soit disant pour « protéger » la vie des habitants des quartiers à risque.

Il faut s'attendre à ce que dans les jours à venir, des familles entières soient jetées à la rue en pleine saison des pluies sans relogement comme ce gouvernement sait si bien le faire.

Ce problème est connu depuis longtemps. À chaque saison des pluies, le gouvernement se contente de demander aux habitants des zones à risque de quitter leurs habitations comme s'ils avaient choisi par plaisir de rester là. Ils sont chassés sans être relogés convenablement. N'ayant pas d'autres choix, ils vont s'installer dans d'autres zones à risques et ainsi de suite.

Pourtant, il suffirait de viabiliser ces quartiers précaires pour les rendre habitables, mettre des canalisations pour l'évacuation des eaux de ruissellement, etc. L'État a les moyens de construire des logements décents pour reloger les mal-logés et faire en sorte que les saisons de

pluies ne soient plus synonyme de drames. Mais les travailleurs et les populations pauvres ne peuvent pas compter sur ceux qui dirigent ce pays car ils sont plus préoccupés par l'évolution de leur carrière et leur compte en banque que par les besoins vitaux de la population.

Côte d'Ivoire

UNE GRÈVE POUR RÉCLAMER UNE PROTECTION SOCIALE ET PLUS DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL

SIGMA est une entreprise de fabrication et de reconditionnement de bombonnes de gaz située dans la zone industrielle de PK 24. Début juin, les travailleurs de cette entreprise ont fait une grève de trois jours pour réclamer la déclaration à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), l'assurance maladie, du matériel de protection et des mesures de sécurité supplémentaires.

déjà plusieurs entreprises, il n'y a pas une seule caserne de sapeurs-pompiers alors que le risque d'incendie est réel. Toutes les conditions sont réunies pour que le moindre incident se transforme en drame.

C'est ce qui arriva le samedi 28 mai. Le bilan fut lourd : 8 travailleurs gravement brûlés. Le lundi suivant, la grogne était là, les travailleurs ne souhaitaient pas retourner à l'atelier tant que le problème de sécurité n'était pas résolu. La direction réussit néanmoins à faire reprendre le travail en multipliant la pression. Les ouvriers étaient à la tâche lorsque la nouvelle du décès de l'un de leur collègue à l'hôpital fut connue. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase. Immédiatement les travailleurs arrêterent le travail. Au troisième jour de grève, la direction finit par accepter la déclaration à la CNPS. Pour le reste, les négociations sont en cours.



Des ouvriers de l'entreprise Sigma contrôlant des bonbonnes de gaz.

À l'origine de la colère il y a eu une explosion à la section reconditionnement le 28 mai dernier. Il s'agit d'une section particulièrement dangereuse où on pratique la soudure alors qu'il y a la présence de gaz résiduel très inflammable. Les ouvriers travaillent sans protection suffisante dans une atmosphère de chaleur, il n'y a pas suffisamment d'ouvertures dans l'atelier. Dans cette zone industrielle qui regroupe

Il a fallu se mettre en grève pour obliger ce patron à se pencher un peu sur le problème de sécurité. Sa soif de profit a déjà coûté la vie à un travailleur et a transformé les sept autres en estropiés à vie.

La rapacité des capitalistes n'a pas de limite et ce n'est pas seulement à SIGMA que c'est ainsi. Tôt ou tard, il va falloir que

la classe ouvrière se lève pour montrer à ces vautours qu'elle est puissante et capable de

se battre pour changer son sort.

Côte d'Ivoire

LA SANTÉ DES PAUVRES N'EST PAS LA PRIORITÉ DES AUTORITÉS

Une enquête récente du ministère de la Santé a établi que 70% du personnel soignant dans le secteur privé tel que les cabinets médicaux, cliniques et polycliniques, n'ont pas la qualité requise pour exercer le métier d'infirmier.

Quant à la situation dans le secteur public, elle est loin d'être reluisante. Ce n'est un secret pour personne que depuis des décennies, l'État a peu à peu laissé à l'abandon le secteur de la santé. Les hôpitaux publics sont très peu nombreux et dans de piteux états. Dans ces lieux, il manque de tout à commencer par le personnel qui est en sous-effectif et le plus souvent surmené. Pas assez de lits, de médicaments de première nécessité ou de matériel de soins et de diagnostique. De plus tout est payant, y compris les gants ou le simple coton. Les cliniques privées, n'en

parlons pas. Ce sont plus des boutiques que des hôpitaux.

Après un tel constat, si le gouvernement était un peu soucieux de la santé des populations pauvres, il aurait commencé par investir massivement dans le secteur de la santé en commençant par construire des hôpitaux là où il n'y en a pas, en lançant un recrutement massif de personnel médical et en formant ceux qui exercent déjà afin de les mettre à niveau, en équipant les hôpitaux en matériel et en médicaments etc.

Les solutions sont connues, mais le gouvernement préfère la politique de l'autruche et se contente d'amuser la galerie avec des solutions de pacotille comme la création d'un « ordre des infirmiers », une officine de plus pour masquer son irresponsabilité criminelle.

L'ÉTAT VEUT GAGNER PLUS SUR LE DOS DES CULTIVATEURS !



Un entrepôt de noix de cajou à Abidjan. La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de ce produit.

Le jeudi 09 juin, l'Assemblée nationale a adopté un projet de loi pour réprimer la commercialisation et l'exportation illicite de produits agricoles tels que la noix de cajou et le cacao.

Ce projet est présenté comme devant protéger les producteurs, mais c'est plutôt pour protéger le portefeuille de l'État et celui de grands groupes œuvrant dans ces filières. En effet, en 2018 l'État a estimé que 25 à 30% des 800 000 tonnes de la production nationale de noix de cajou ont

échappé à son contrôle et lui aurait fait perdre entre 3,1 et 7,8 milliards de francs.

Mais ce qu'il ne dit pas c'est que si les paysans vendent leur production ailleurs qu'en Côte d'Ivoire c'est que les prix sont meilleurs qu'ici. Par exemple, pendant que la Côte d'Ivoire fixe le prix bord-champ à 400 ou 500 F le kilo, il est entre 600 et 800 F

dans les pays limitrophes. Le choix est vite fait pour le paysan.

Au lieu de réprimer et de stigmatiser les paysans, le gouvernement pourrait leur proposer des prix plus avantageux. Mais cela se traduirait par moins de recettes dans ses caisses et écornerait en même temps les bénéfices des grands groupes opérant dans la filière. Or ce sont deux choses sacrées à ses yeux !

Madagascar

L'ÉGLISE CATHOLIQUE MÈNE UNE CROISADE CONTRE L'INTERRUPTION THÉRAPEUTIQUE DE GROSSESSE

À l'occasion de la fête de la Pentecôte, le conseil œcuménique des églises (FFKM) a fait des déclarations fracassantes contre une proposition de loi relative au droit des femmes à pouvoir avorter dans certains cas graves, tels que l'inceste, le viol, les malformations du fœtus etc. Les représentants de l'église étaient vent debout pour exiger du parlement le rejet de toute discussion allant dans le sens du droit des femmes à recourir à l'avortement. Le président de l'ordre des médecins ainsi que certains députés favorables au recours à l'avortement ont même été qualifiés de défenseurs de « meurtres d'enfants ».

À Madagascar, la législation sur l'avortement est l'une des plus restrictives au monde. Même lorsque la vie de la mère est en danger, avorter peut exposer les femmes à deux ans d'emprisonnement. Et actuellement elles sont plusieurs milliers dans ce cas.

À l'heure actuelle les représentants de l'Église sont à l'honneur auprès du président : des groupes évangéliques ont même

été autorisés à célébrer des « cultes de grâce et de bénédiction » lors d'un récent Conseil des ministres. À l'occasion de la célébration de la prochaine fête de l'Indépendance le 26 juin, il est prévu que des cérémonies religieuses soient organisées en grande pompe du haut des podiums officiels.

Tout cela n'est pas très nouveau, mais néanmoins en nette recrudescence. Plus la crise économique s'aggrave et plus le nombre de gens qui basculent dans l'extrême pauvreté augmente. En l'absence de toute autre perspective, la détresse humaine ne se traduit pas par la prise de conscience et par l'organisation des exploités. Au contraire, elle favorise la montée des croyances en tout genre. Les classes riches et les gens du pouvoir sont tous main dans la main pour laisser bonne place à tous les gens en tenues religieuses qui prêchent la patience et la résignation aux gens pauvres et aux exploités. Mais la colère des travailleurs est tellement grande qu'il n'est pas dit que les exploités l'emporteront dans leur paradis !

Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.

